

Cours

Problématique

Quels sont les principaux rééquilibrages économiques et politiques observés dans le monde après les chocs pétroliers ?

Les mots-clés

- **Chocs pétroliers** : Nom donné aux crises de 1973 et 1979 qui suivent une hausse brutale des cours du pétrole brut (ce qui entraîne une grave crise économique).
- **Construction européenne** : Mouvement de coopération et de constitution d'assemblées et d'organes de décision à l'échelle du continent européen, regroupant des États volontaires (les États membres dans la CEE puis l'UE).
- **Communauté économique européenne (CEE)** : Communauté fondée sur le libre-échange et la libre circulation des marchandises, qui privilégie les échanges entre les pays membres.
- **Dévaluation** : Diminution de la valeur d'une monnaie, qui est décidée par un gouvernement pour faciliter les exportations (en jouant sur les différences des taux de change sur les marchés internationaux). Le risque est de rendre les importations plus coûteuses (ce qui se produit généralement).
- **Firme transnationale (FTN)** : Selon l'ONU, société dont le chiffre d'affaires est supérieur à 500 millions de dollars par an, effectuant au moins 25 % de son activité de production et d'échange dans au moins six pays étrangers.
- **Perestroïka** : Nom donné à la politique de réformes mises en œuvre par Mikhaïl Gorbatchev à partir du milieu des années 1980 pour tenter de rétablir la situation intérieure en URSS suite aux crises des années 1970.
- **« Socialisme de marché »** : Nom donné à la politique chinoise d'ouverture aux marchés extérieurs, pour faciliter la venue d'investisseurs et ainsi moderniser le pays (tout en gardant un rôle central et étroit au parti communiste chinois).

Les dates-clés

- **Octobre 1973** : Premier choc pétrolier.
- **Années 1970** : Grave crise économique en Occident.
- **1974-1975** : Fin des dictatures militaires au Portugal et en Espagne.
- **Septembre 1978-janvier 1979** : Révolution islamique en Iran.
- **1979** : Deuxième choc pétrolier.
- **Juin 1979** : Première élection du Parlement européen au suffrage universel direct.

- **Fin des années 1970** : Développement du « socialisme de marché » en Chine.
- **1979-1989** : Guerre d'Afghanistan.
- **9 novembre 1989** : Chute du mur de Berlin.
- **25 décembre 1991** : Effondrement de l'URSS ; fin de la Guerre froide.

Dans les années 1970, dans le sillage de la crise économique liée aux chocs pétroliers, les sociétés occidentales connaissent des ruptures majeures. Les dictatures d'Europe de l'Ouest et du Sud laissent la place à des régimes démocratiques, même si leurs bases restent fragiles. À la fin des années 1980, le camp soviétique s'effondre à son tour, incapable de se moderniser et de prendre suffisamment en compte les aspirations des démocraties populaires. De nouveaux acteurs émergent également sur la scène internationale, comme l'Iran avec la révolution islamique de 1978.

1 Crise économique et nouvelle donne

A Les chocs pétroliers de 1973 et 1979

En 1973 éclate la guerre du Kippour. Les pays arabes producteurs de pétrole mettent l'embargo sur les livraisons en direction des États Occidentaux, trop favorables à Israël. Lorsque les approvisionnements sont rétablis, les pays de l'OPEP quadruplent le prix du baril de brut par rapport aux niveaux connus en 1970. La facture énergétique est donc multipliée par quatre, ce qui ne peut être supporté par les économies sans augmentations brutales des tarifs auprès des consommateurs. Les entreprises occidentales répercutent donc l'augmentation sur les prix de vente (l'indice des prix passe de 5,5 à 9 voire 14 %), ce qui entraîne chômage et inflation.

Remarque

Faites le lien avec le chapitre 10 consacré au Proche et au Moyen-Orient (avec la question des conflits).

En 1979 a lieu le second choc pétrolier, après une courte reprise (la « croissance molle »). La révolution iranienne entraîne une multiplication par trois du prix du baril de pétrole brut. Cette crise est plus grave encore en Occident qu'en 1973 : la production recule de 0,5 % (entraînant de nouveau inflation et chômage). La crise dure jusqu'en 1982, quand le prix du baril de pétrole commence à baisser. L'inflation est alors maîtrisée, mais pas le chômage : il persiste jusqu'à la fin des années 1990. Les conséquences du chômage de masse sont nombreuses : la situation économique

et sociale des classes moyennes se dégrade, tandis que la flexibilité du travail (avec l'intérim) se développe, obligeant certains employés à occuper des postes à temps partiel pour pouvoir sauvegarder leur emploi.

B La montée du chômage

Le chômage constitue la principale manifestation de cette crise prolongée.

En Europe, il représente globalement 12 % de la population active, mais peut, dans certains États comme l'Espagne, frapper plus de 20 % des actifs. Les États-Unis réussissent à ramener le chômage sous la barre des 5 %, grâce à leur position dominante dans l'économie mondiale, mais aussi grâce aux politiques libérales (qui encouragent la flexibilité de l'emploi et permettent de faciliter les licenciements pour répondre plus rapidement aux lois de l'offre et de la demande).

Partout, le chômage touche avant tout les jeunes, les femmes et les étrangers, jusqu'alors bien intégrés dans la société de consommation. Ces catégories connaissent une dégradation de leurs conditions de vie, même si les choses ne doivent toutefois pas être exagérées (les redistributions de l'État-providence limitent en effet certains effets des crises avec les transferts sociaux et les prestations qui redistribuent les revenus par l'intermédiaire de l'État au nom de la solidarité).

C La remise en cause de l'État-providence

Pour combattre la crise, les méthodes keynésiennes sont mises en place : la consommation des ménages doit relancer la machine économique. L'État doit donc créer des emplois, aider les entreprises en difficulté et pratiquer le déficit budgétaire. Les gouvernements Chirac en 1975, Mauroy en 1981 en France ou encore la Présidence Carter aux États-Unis en 1977 atténuent d'abord la crise (avec la consommation des ménages qui reste élevée), jusqu'au moment où il faut rembourser la dette publique. Les gouvernements augmentent alors les prélèvements obligatoires, dévaluent les monnaies.

2 Quelques exemples de réorientation

A La Chine et le « socialisme de marché »

En 1976, à la mort de Mao Zedong et de Zhou En-Lai, la Chine amorce des réformes qui engagent durablement le pays. L'homme fort du parti communiste chinois (PCC), Deng Xiaoping, lance en 1978 la politique des « quatre modernisations » (agriculture,

industrie, recherche, défense, autrement dit quatre secteurs stratégiques pour la croissance et l'avenir du pays) pour effacer les effets de la Révolution culturelle et le retard pris par rapport aux pays développés.

La Chine adopte aussi le « socialisme de marché » et s'oriente vers une économie libérale. En 1980, la création des Zones économiques spéciales (ZES) relance la croissance économique, en favorisant l'investissement de capitaux étrangers, souvent issus de la diaspora, tout en assurant le développement des zones et des industries portuaires. La Chine devient un pays-atelier dans le cadre des délocalisations. Elle tire profit de son importante façade littorale et d'une main-d'œuvre très nombreuse, alimentée par la croissance démographique soutenue et les migrations rurales, main-d'œuvre qui accepte de travailler dans des conditions difficiles pour pouvoir aider les proches restés dans les campagnes intérieures du pays.

Commentaire

N'hésitez surtout pas à faire le lien avec les points étudiés en fin de classe de première, dans le cadre du chapitre de géographie consacré aux recompositions territoriales chinoises dans le cadre de la mondialisation (et de l'ouverture sur l'extérieur).

B Le « nouvel ordre économique international » (Donald REAGAN)

Dans les pays industrialisés, l'emploi industriel recule nettement face à la baisse de la demande. Les firmes multiplient dans le même temps les délocalisations vers l'espace asiatique, pour maintenir leurs marges en jouant sur les différences de coût de main-d'œuvre. Les industries occidentales ne peuvent rivaliser en termes de coût de la main-d'œuvre. Celles qui le peuvent se tournent alors soit vers l'innovation, soit vers le luxe, pour cibler d'autres clientèles. Mais tous les emplois ne peuvent être conservés.

Les secteurs industriels les plus anciens et les moins dynamiques en matière d'innovation (comme le textile, la construction navale ou la sidérurgie) sont par conséquent les premières victimes de la crise des années 1970.

Commentaire

Vous pouvez remobiliser ce que vous avez vu dans le programme de géographie de première, avec les dynamiques des espaces productifs dans la mondialisation (vous pouvez bien sûr prendre appui sur le cas français, que vous avez aussi étudié en classe de première).

Aux États-Unis, le président Reagan, élu en 1980, veut mettre en place un nouvel ordre économique mondial fondé sur les principes du libéralisme et du libre-échange. Le libéralisme signifie que l'État ne doit pas intervenir dans le domaine économique, en laissant faire le marché qui se régule de lui-même pour les défenseurs de cette

théorie. Les États-Unis souhaitent également reprendre la tête du monde économique occidental, en jouant sur la parité du dollar par rapport aux autres monnaies. Enfin, le contexte de la Guerre froide dans les années 1970 incite à nouer de nouveaux échanges.

3 La chute des régimes autoritaires en Europe

A La « révolution des Œillets » au Portugal et la fin de la dictature après la mort de Franco en Espagne

En 1974, débute au Portugal la « révolution des Œillets » qui conduit le pays de la dictature à la démocratie. L'année suivante, la mort de Francisco Franco en Espagne conduit le pays dans la même voie (avec l'accès à la démocratie avec le roi Juan Carlos).

Remarque

Le régime mis en place au Portugal par António de Oliveira Salazar (1889-1970) est idéologiquement proche du fascisme italien, dominé par un parti unique (l'Union nationale), qui rejette la souveraineté populaire et repose sur une vision corporatiste.

Au début des années 1970, les difficultés économiques deviennent plus pressantes et accroissent le mécontentement du peuple portugais, auquel se joignent les militaires. Le régime est dans l'incapacité d'enrayer la crise, ce qui précipite sa chute après le ralliement de soldats aux manifestations.

Le régime mis en place par le général Franco en Espagne se caractérise par la brutalité de la répression politique à l'égard des républicains, qui trouvent pour partie refuge en France. Franco garde toutefois davantage de distance à l'égard des régimes fasciste et nazi durant la Seconde Guerre mondiale (1939-1945), même si ces derniers l'ont aidé à accéder au pouvoir. La mort de Franco le 20 novembre 1975 permet une transition rapide. Une nouvelle constitution est promulguée en 1978, qui accorde une large part d'autonomie aux provinces pour souder le pays et lui permettre de faire face aux nouveaux défis (notamment celui de l'intégration).

B La dictature des colonels en Grèce

Entre 1967 et 1974, une dictature militaire gouverne la Grèce (d'où le nom de « dictature des colonels »). Les militaires traquent sans merci toutes les formes d'opposition et de contestation pour maintenir leur pouvoir.

Exemple

Des fonctionnaires sont révoqués pour mieux garantir aux militaires l'attachement de l'administration.

Les militaires choisissent également de conserver quelques aspects du régime antérieur, en gardant par exemple des gouvernements qui sont soumis directement à leur autorité : on parle à ce sujet de « gouvernement fantoche », sans aucun pouvoir ni légitimité en dehors de leurs liens étroits avec la junte militaire.

La « dictature des colonels » chute en 1974, emportée par la crise chypriote qui oppose la Grèce à la Turquie et qui menace de dégénérer en guerre ouverte tant les tensions sont fortes. La crise chypriote permet aux oppositions de s'exprimer au grand jour. La Grèce redevient en 1974 une démocratie, avec un gouvernement d'union nationale, qui assure la transition.

4 L'effondrement de l'URSS et du camp soviétique

A La crise des années 1980 précipite la chute du régime

Au début des années 1980, l'URSS est confrontée à un double blocage. L'appareil de production ne permet plus de répondre aux besoins de la population (avec les contrecoups des chocs pétroliers). Dans le même temps, les mesures prises dans le cadre de la Perestroïka cassent les mécanismes de l'économie centralisée soviétique : le chômage et l'inflation progressent, alimentant les mécontentements. Les dévaluations ne permettent pas de rétablir l'économie soviétique, mais accentuent un peu plus les désordres.

Les blocages du système économique soviétique apparaissent de plus en plus nettement, ce qui alimente les mécontentements populaires. Le régime est donc miné par la crise économique et la priorité donnée à la course aux armements qui épuise les ressources de l'URSS en détournant les investissements des industries.

B Des facteurs internes et externes précipitent la crise

Mikhaïl Gorbatchev souhaite également ouvrir l'URSS sur l'extérieur pour attirer les capitaux. L'idée est plus largement d'attirer les entreprises étrangères pour bénéficier des apports technologiques et ainsi rattraper le retard pris sur l'Occident. D'un point de vue extérieur, les démocraties populaires font face à une montée en puissance des revendications nationalistes (qui cherchent à privilégier les intérêts nationaux avant de servir le système soviétique).

L'année 1989 marque un tournant. Les troupes soviétiques se retirent d'Afghanistan sur un échec militaire (février). Les étudiants chinois se révoltent contre le pouvoir communiste (révolte écrasée en juin par l'armée). Les frontières des démocraties populaires s'ouvrent sur l'Autriche en août. Les manifestations aboutissent, à l'automne, à la chute du mur de Berlin (9 novembre 1989).

C La chute de l'État soviétique

Après la chute du mur de Berlin (9 novembre 1989), les événements s'accroissent et conduisent à l'implosion de l'URSS deux ans plus tard (le 25 décembre 1991). La chute du mur conduit en effet à ouvrir les frontières en Europe centrale (même si les premières ont été ouvertes dès l'été 1989 entre la Hongrie et l'Autriche par exemple), ce qui met progressivement fin à la division en deux de l'Europe héritée du début de la Guerre froide.

5 Les transformations dans le monde musulman

A La révolution islamique en Iran

En 1978-1979, le régime pro-occidental du shah d'Iran est renversé par une révolution conduite par l'ayatollah Khomeiny. L'Iran tourne le dos à l'Occident et en particulier aux États-Unis, qu'il tient pour responsables des désordres et des conflits au Moyen-Orient en choisissant de soutenir Israël. La révolution islamique déstabilise plus largement le sous-continent, avec la multiplication des tensions et des affrontements.

En 1980, le nouveau régime entre en guerre contre l'Irak (jusqu'en 1988). Le conflit se solde par un million de morts sans gain de part et d'autre (on parle de paix blanche en ce cas). En 1982, une cinquième guerre israélo-arabe éclate au Liban, plongé dans une guerre civile depuis 1975. Les tensions religieuses s'exacerbent et attisent un peu plus le conflit : les massacres de Sabra et Chatila les 16-18 septembre 1982 auraient fait entre 700 et 3 500 morts.

B La guerre d'Afghanistan

En décembre 1979, l'URSS choisit d'envahir l'Afghanistan, en proie à une grande instabilité politique, pour étendre leur influence vers le sud. L'objectif est aussi de contrôler des routes stratégiques, aux portes du Pakistan et de l'Inde, notamment pour l'exportation des matières premières (comme les hydrocarbures, en se rapprochant du Moyen-Orient à travers l'Afghanistan).

Les États-Unis, dans la logique de la Guerre froide, choisissent d'armer et de soutenir des mouvements clandestins, comme Al-Qaïda fondé par le Saoudien Oussama Ben Laden dans les années 1980. Des agents de la CIA sont envoyés sur le terrain pour former les combattants antisoviétiques, les moudjahidines. La guerre en Afghanistan déstabilise en profondeur et durablement cette partie du monde avec le développement de mouvements de lutte clandestins.

C La montée de l'islamisme

Avec la fin de la Guerre froide, les mouvements terroristes rencontrent des conditions plus favorables pour se développer. La fin des affrontements entre les deux grandes superpuissances a en effet entraîné une déstabilisation des équilibres géopolitiques. Les États-Unis se sont surtout concentrés sur le Moyen-Orient, avec la première guerre du Golfe en 1990-1991.

La situation continue de se dégrader ailleurs, en particulier en Afghanistan, tandis que les extrémistes religieux répandent un discours très rigoriste de l'islam, qui alimente les discours islamistes. Les cibles des islamistes sont avant tout occidentales, car ils les jugent responsables des tensions et des conflits ayant lieu au Moyen-Orient à travers le jeu des puissances extérieures.

Approfondissement

• Bibliographie

- François CARON, *Les deux révolutions industrielles du XX^e siècle*, Paris, Pocket, coll. « Agora », 1998.
- Philippe CHASSAIGNE, *Les années 1970 fin d'un monde et origine de notre modernité*, Paris, Armand Colin, 2008.
- Andreï GRATCHEV, *Gorbatchev, Le Pari perdu ? De la Perestroïka à l'implosion de l'URSS*, Paris, Armand Colin, 2011.
- Henry LAURENS, *Paix et Guerre au Moyen-Orient*, Paris, Armand Colin, coll. « Histoire », 2005.
- Jacques LÉVESQUE, Gilles LABELLE, *1979-1989, l'URSS en Afghanistan : de l'invasion au retrait*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1990.
- Alain ROUX, *La Chine contemporaine*, Paris, Armand Colin, coll. « Cursus », 5^e édition, 2010.